

Cependant, tout le projet est maintenant en suspens à cause de considérations financières alors que ce projet aurait dû être mené à terme depuis longtemps. Tant de tracasseries inutiles!

Les élus municipaux et les chefs d'entreprise de ma circonscription sont également au courant des problèmes qui éprouvent les employeurs possibles lorsqu'ils doivent traiter avec le gouvernement et plus particulièrement avec l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ils doivent subir les conséquences de la politique anti-américaine adoptée par nos vis-à-vis, alors que nous avons un besoin pressant d'investissements. A deux reprises au moins, des employeurs ont été découragés de s'implanter dans ma circonscription, car on leur mettait beaucoup trop de bâtons dans les roues. Cependant, avec l'aide et les encouragements des autorités locales, nous avons pu réaliser une partie de ces projets dans les délais voulus sans qu'il en coûte un sou de plus.

Je voudrais, monsieur le Président, que vous vous arrêtiez un instant à la façon dont nous faisons fuir les investissements et la façon dont nous cherchons à nous extirper de nos problèmes à coup de dollars. Dans ma région, la société General Tire a dépensé près de 17 millions de dollars, afin d'être en mesure de fabriquer des pneus radiaux. Qu'a fait le gouvernement? Il a accordé une subvention de 51 millions de dollars à une autre usine établie en Nouvelle-Écosse. Le gouvernement veut prendre au secteur privé pour donner au secteur public. Pourquoi? Nous avons pourtant besoin d'emplois, de nouvelles industries et d'une amélioration de la productivité. Il faut absolument que les Canadiens reprennent confiance dans le gouvernement. A en croire le rapport du vérificateur général, de tous les gouvernements du monde libre seul celui de l'Italie est plus prodigue que le nôtre. La plus grande partie de ces dépenses sont effectuées par ce que le vérificateur appelle les «sous-gouvernements», les sociétés de la Couronne. Ces dépenses ne font l'objet d'aucune vérification comptable et sont tout simplement ridicules. Les gros budgets conduisent aux gros déficits, comme ces 19 milliards de dollars d'emprunt dont nous parlons aujourd'hui, et ils conduisent à un grand chômage. Mais ce gros gouvernement n'a rien appris, de sorte qu'il continue à dépenser sans compter et à emprunter à fond de train. En tant que Canadiens, nous devons nous rendre compte que nous sommes dans une période de faible productivité. Nous devons réduire nos dépenses et ensuite donner des encouragements fiscaux de façon à stimuler une augmentation de la productivité, et non créer des études et des commissions «Big Mac».

Seulement deux choses peuvent stimuler une économie languissante: encourager l'achat de biens de consommation et utiliser la recherche et le développement et autres moyens disponibles pour augmenter les exportations. On n'y parvient pas par des projets sans avenir de création d'emplois inutiles. Nos problèmes ne seront pas résolus à coup de millions. Ils le seront, comme je l'ai dit, par des encouragements, par une augmentation de la production de biens de consommation et par un élargissement de nos marchés d'exportation.

Chaque gouvernement fait des changements pour le bien de certains, mais des interventions gouvernementales de l'ampleur de celles que nous avons vues au cours des 15 dernières années

Pouvoir d'emprunt

au Canada, et notamment au cours des trois dernières années, coûtent beaucoup plus qu'elles ne rapportent. Le gouvernement veut 19 milliards de dollars à une époque où il intervient constamment, le dernier exemple étant le projet de loi C-139. Il est intervenu avec le Programme énergétique national, il s'est ingéré dans les affaires bancaires et il ne stimule rien. On admet maintenant que les dépenses du gouvernement représentent 40 p. 100 du produit national brut. C'est là une intervention gouvernementale beaucoup trop forte et les dépenses sont beaucoup trop élevées. On a vu une intervention gouvernementale particulièrement massive au cours de la dernière décennie, au grand détriment de notre économie. C'est pourquoi on nous réclame maintenant ce pouvoir d'emprunt de 19 milliards de dollars. Le gouvernement a acheté une société privée, Pétrofina, pour 1.7 milliard de dollars. Canadair a bénéficié d'une aide de 1.5 milliard de dollars.

Je pourrais continuer comme ça, mais je vois que vous me faites signe. En somme, monsieur le Président, si nous continuons à emprunter et à dépenser à ce rythme, nous léguerons des dettes considérables à mes enfants et aux enfants de tous les députés et de tous les Canadiens, ainsi qu'à nos petits-enfants, tout cela parce qu'on refuse d'admettre que ce dont nous avons besoin, c'est d'une productivité accrue et d'une réduction du gaspillage.

M. Sid Parker (Kootenay-Est-Revelstoke): Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'intervenir dans le débat à l'étape du rapport du projet de loi C-143, loi portant pouvoir d'emprunt supplémentaire. Il s'agit d'une ligne de crédit de l'ordre de 19 milliards de dollars, dont 5 milliards ont déjà été dépensés. Mais le gouvernement ne nous a pas dit ce qu'il comptait faire des 14 milliards qui restent. Nous, du NPD, n'avons certainement pas l'intention de permettre au gouvernement de dépenser une somme additionnelle de 14 milliards de dollars comme il a dépensé dans le passé, en tout cas pas sans que le gouvernement nous présente un budget énonçant les mesures qu'il compte prendre. Il ne faut pas perdre de vue que le conseil d'administration de la Banque du Canada, qui est étroitement associé aux autres banques, aux chemins de fer et ainsi de suite, donne des conseils au gouverneur de la Banque du Canada, et il est incroyable que ce dernier vienne dire que le gouvernement doit conserver sa politique actuelle, surtout si l'on songe aux chômeurs du Canada, qui ont grandement besoin d'une stratégie industrielle qui mettrait en place les stimulants que le gouvernement n'a pas cru bon d'instaurer.

Dernièrement, le ministre des Transports (M. Pepin) a témoigné devant le comité et a fait des déclarations d'un bout à l'autre du Canada au sujet de changements fondamentaux qu'il veut apporter au réseau de transport. Nous convenons qu'il y a lieu de rajeunir ces programmes, mais nous ne sommes pas d'accord avec la méthode employée par le gouvernement pour abolir l'entente du Nid-de-Corbeau et distribuer des centaines et des centaines de millions de dollars aux sociétés ferroviaires pour procéder à des améliorations sans aucune contrepartie ni engagement ferme.